

moyenne nationale de 6.6 p. 100. Telle est la situation actuelle. En ce qui concerne l'inflation, le gouvernement a la sympathie de tous, mais dans l'ensemble de son exposé, le ministre a essayé de prouver que nous sommes les seuls à critiquer le gouvernement à cause de l'inflation et que nous recommandons des remèdes qui aggraveraient les choses.

Je pense que nous pourrions prendre en main la situation et que le ministre accepterait cette formule. Afin d'enrayer l'inflation, il faut d'abord stabiliser les salaires des travailleurs, les prix et les profits. Si on n'y parvient pas sur une base volontaire—et le ministère de la Consommation n'a sûrement pas réussi à contrôler le coût de la vie—il faudra prendre d'autres moyens pour enrayer l'inflation. Je pourrais résumer la politique du gouvernement en quelques mots. Il suffit simplement de lire *Oliver Twist*. Dans ce livre, un personnage croit que s'il diminue chaque jour la quantité de nourriture de ses chevaux, il parviendra à économiser tout en continuant à exploiter son service de livraison. L'histoire se déroule à l'époque des chevaux et des calèches. L'idée avait du bon, sauf que tous ses chevaux ont fini par mourir. C'est exactement le genre de politique adoptée par le gouvernement. Il dit qu'il mettra un terme à l'inflation, même s'il ignore jusqu'à quel point le chômage augmentera. Si l'on pousse la politique du gouvernement jusqu'à sa conclusion logique, le ministre est en train de nous dire que le gouvernement entend suivre cette ligne de conduite jusqu'au point de saturation où les profits des sociétés diminueront graduellement pour se changer en déficits.

Le chômage serait alors intégral, mais le gouvernement aurait maîtrisé l'inflation. Le ministre fait non de la tête. Existe-t-il une différence entre les politiques mises à l'essai dans plusieurs pays par des gouvernements de tous genres pendant les années 30, que ce soit le gouvernement de la Grande-Bretagne, le gouvernement Hoover aux États-Unis ou le gouvernement du Canada, et le programme sur lequel le ministre nous a donné un cours cet après-midi? Le programme de 1970, dont le ministre nous a entretenu cet après-midi, manque d'imagination et d'idées nouvelles.

• (2.50 p.m.)

**Des voix:** Bravo!

**M. Woolliams:** Examinons la situation. Le gouvernement ne saurait la méconnaître. Les profits de toutes les sociétés baissent. Certains

diront peut-être que c'est une bonne chose. Il ne s'est jamais produit de déclin aussi rapide à la bourse des titres depuis l'effondrement de 1929 qui a conduit à la crise des années 30. Notre balance commerciale diminue. Il existe un déséquilibre dans la balance de nos paiements à l'étranger. Le taux du chômage d'un bout à l'autre du Canada est l'un des plus élevés de l'histoire, et nous avons également un problème en ce qui concerne l'emploi de nos étudiants. La situation ressemble à celle qui existait juste avant la défaite du gouvernement Mackenzie King, et la situation du chômage est semblable à celle du début des années 30, alors que le gouvernement a été blâmé pour une dépression qui s'étendait au monde entier. Lorsqu'un gouvernement libéral est au pouvoir, on offre l'excuse que le problème est universel, mais lorsque c'est le gouvernement conservateur qui est au pouvoir, les problèmes sont purement canadiens.

Je veux parler brièvement de la situation des étudiants canadiens. Je représente une région universitaire, la ville de Calgary. Les étudiants n'y trouvent pas d'emploi. La promesse de bourses et de prêts qu'on leur a faite ne s'est pas réalisée dans la mesure où ils l'espéraient. Aucune bourse ou prêt n'est disponible à cause de la bureaucratie. Les étudiants ne peuvent continuer à fréquenter l'université, et dès l'automne prochain, la plus grande ressource canadienne, la ressource humaine, s'épuisera parce que les étudiants ne pourront pas continuer leurs cours, qu'il s'agisse de cours post-universitaires ou universitaires qui les prépareront à participer à la nouvelle société.

On peut remédier à la situation uniquement en suivant certaines recommandations du Conseil économique du Canada. Dans l'Ouest, le chômage a augmenté l'an dernier plus que partout ailleurs. Il est passé de 3.2 à 5.2 p. 100, et les deux villes de Calgary et Edmonton souffrent encore de la politique du ministre des Finances (M. Benson), qui essaie d'y ralentir l'économie. Il pratique toujours la discrimination contre des villes albertaines et contre d'autres villes du Canada, à en juger par les lois fiscales. Nous ne stabiliserons l'économie de notre pays qu'en relançant notre commerce. C'est pourquoi, cet après-midi, je veux m'attaquer à un discours du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene).

Il est très difficile de savoir la vérité. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources dit une chose, le ministre des Finan-